

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste
Nations Unies, Genève, 26 et 27 juin 2018

DÉCLARATION SUR LE NICARAGUA

Original : espagnol

Face aux derniers événements violents au Nicaragua et la polarisation croissante des forces sociales, politiques et entrepreneuriales du pays, les partis membres de l'Internationale Socialiste :

Condamnent vigoureusement la mort de plus de 212 personnes relevant de la responsabilité de l'État du Nicaragua suite à un recours excessif à la force par la police, des milices et des groupes tiers armés, comme l'indique le rapport du 21 juin 2018 de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH).

Prendent note des efforts déployés par le gouvernement du Nicaragua, le FSLN et les parties au Dialogue national et les appellent à redoubler d'efforts pour dégager une solution négociée dans les plus brefs délais, loin de toute violence, permanente et durable, garantissant la sécurité des citoyens et la pleine justice, indispensables pour atteindre la stabilité sociale et le développement économique de toute la société.

Incitent à la concrétisation des accords déjà conclus entre les parties, avec l'invitation officielle du gouvernement du Nicaragua au Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et à l'Union européenne à accompagner les efforts de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) de l'OEA, ses commissions d'aide à la société civile, ainsi qu'une commission d'experts pour enquêter sur les faits survenus dans le pays depuis le 18 avril dernier.

Exhortent la Commission de contrôle et de sécurité à l'origine du Dialogue à honorer ses engagements afin que cesse « toute forme de violence et de menace, d'où qu'elle vienne, sur le territoire national et qu'un plan de mise en œuvre soit établi dès que possible pour surmonter les obstacles » et « favoriser davantage le maintien d'un environnement pacifique et sécurisé ».

Incitent au respect des accords du Dialogue national par l'invitation du secrétaire général de l'Organisation des États américains, Luis Almagro, à se rendre dans le pays et à exposer en plénière la portée et le contenu des accords sur les questions électorales et institutionnelles signés et en train d'être mis en œuvre avec le gouvernement du Nicaragua.
